



À cela s'ajoutent des procédures administratives lourdes pour installer ou développer des infrastructures et un droit du travail aujourd'hui peu flexible. Pourtant, comme les dirigeants politiques ne cessent d'ailleurs de le répéter, l'industrie est essentielle pour le tissu économique luxembourgeois. Entre les paroles et la réalité concrète, les réformes se font attendre. *«Il y a aussi une volonté des acteurs luxembourgeois de miser sur la recherche. Mais que vaudra-t-elle, je me le demande, s'il n'y a pas d'industrie en aval pour mettre en œuvre les résultats trouvés par les chercheurs?»*, s'interroge Robert Dennewald, avant de prier le Luxembourg, une fois de plus, de prendre son destin en main, en développant une politique à long terme comme l'a fait l'Allemagne sous le chancelier Schroeder.

«Il faut travailler à un horizon de 10, 20 ou 30 ans. Malheureusement, l'horizon politique, lui, ne s'étend pas au-delà de l'élection suivante. Par ailleurs, je suis persuadé que le peuple luxembourgeois est aujourd'hui prêt à consentir certains efforts, plus importants que ce que ne pensent nos élus», commente-t-il. Pour le président de la Fedil, il faut des réformes qui ne soient pas en demi-teinte. *«Le processus de désindustrialisation actuellement entamé est irréversible. Nous n'arriverons plus, à*

l'avenir, à attirer des entreprises comme Goodyear ou DuPont de Nemours. Ce n'est pas pour cela qu'il ne faut pas tenter de les maintenir. Réfléchir à d'autres créneaux de développement est louable. À ce niveau, il faut favoriser des niches qui puissent absorber une structure de coûts salariaux plus élevée que celles que l'industrie traditionnelle trouve au niveau des marchés émergents», explique-t-il.

Le Luxembourg ne manque pas d'atouts pour le développement d'une industrie à haute valeur ajoutée. Avec de bonnes infrastructures, situé au cœur de l'Europe, en étant bien connecté aux divers réseaux de transports, grâce à son environnement multilingue, le Luxembourg a plus d'une carte à jouer. *«Des secteurs comme celui de l'ICT ou encore de la logistique, très certainement, seront porteurs d'avenir pour le Luxembourg, poursuit le président de la Fedil. Mais encore faut-il, pour permettre leur développement, prendre les mesures qui puissent encourager les investissements en la matière et développer une politique fiscale plus favorable.»*

Le message est clair: il faut réformer tant qu'il est temps, et investir dans l'avenir de l'économie tant que le Luxembourg en a encore les moyens. Les secteurs porteurs de croissance étant identifiés, c'est dès à présent qu'il faut pouvoir les pousser.

«Le processus de désindustrialisation actuellement entamé est irréversible.»

Robert Dennewald (Fedil)